

PRINCIPES ET TACTIQUE^(*)

I. Le déclin de la révolution

De 1918 jusqu'à aujourd'hui, chaque chapitre de l'histoire de l'Europe peut être intitulé : le déclin de la révolution. Parcourons des yeux cette histoire dans ses caractéristiques essentielles.

La guerre mondiale a représenté tous les phénomènes capitalistes dans leur déploiement maximal : exploitation des masses qui ont dû donner leur sang et leur vie pour le profit capitaliste, discipline et oppression sous leur forme militaire la plus sévère, dépendance mentale, faim, privations, misère. Et parallèlement aussi, enrichissement du fait des profits de guerre, mais celui-ci perd de son importance par rapport à la destruction générale des forces de production.

C'est en Russie que, du fait de l'organisation capitaliste la plus faible, l'effondrement se produit en premier lieu. Six mois de développements politiques fébriles commencent après les révoltes de la faim dans les villes, le soulèvement de l'armée paysanne, la chute du tsarisme. L'un après l'autre, les couches et les partis petits-bourgeois, les cadets, les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, entrent en scène et disparaissent à tour de rôle; ils sont trop hésitants, spirituellement trop corrompus, trop peu radicaux, pour prendre les grandes mesures qui sont nécessaires; il leur manque la brutalité audacieuse pour balayer les immondices accumulés depuis des siècles ; épuisés, la révolution les écarte rudement. Seuls les bolcheviks, avec leur formation marxiste radicale, poussent la révolution jusqu'à sa conséquence extrême et instaurent en novembre 1917 la République de soviets; le Parti communiste entre en scène et gouverne au nom de la dictature du prolétariat.

Une année plus tard, le front allemand s'effondre, et avec lui c'en est fini de la guerre et du gouvernement allemand. Les conseils d'ouvriers et de soldats se développent et exercent le pouvoir réel; la voie de la révolution prolétarienne est ouverte. Mais déjà la contre-révolution s'organise par l'effet de l'entrée en scène d'Ebert et de Scheidemann en qualité de commissaires du peuple. Les rapports sont ici différents de ceux qui prédominent en Russie; la classe ouvrière est passée par une longue école de discipline sociale-démocrate et syndicale; toute une couche de fonctionnaires, presque une classe nouvelle, s'est constituée, elle représente les organisations et elle est élue dans les conseils d'ouvriers et de soldats. D'autre part, il manque ne serait-ce qu'un petit parti, mais révolutionnaire et résolu; des conditions personnelles et objectives difficiles avaient empêché sa formation; de petits groupes se constituent partout spontanément, et Liebknecht et Rosa Luxemburg s'adressent aux masses en tant que leurs porte-parole, mais il leur manque une unité solide et un programme commun. Dans les combats qui ont éclaté, les travailleurs révolutionnaires sont battus et leurs chefs assassinés. C'est à ce moment-là que débute le déclin de la révolution.

^(*) K. Horner (= Anton Pannekoek), "Prinzip und Taktik", *Proletarier*, mensuel du KAPD (Berlin), 7 juillet 1927 (sections I à III) et 8 août 1927 (sections IV à VI). La première partie du texte se termine par cette note de la "Rédaction du Proletarier" : « L'auteur de l'article ci-dessus, dont nous publierons la seconde et dernière partie dans le prochain numéro du *Proletarier*, a lutté, déjà avant guerre, selon une ligne marxiste, dans la social-démocratie en même temps que Rosa Luxemburg contre le réformisme. Nous reviendrons sur les points de ce travail qui nécessitent une réponse ou un complément. ». Une traduction néerlandaise de cet article est parue dans : Anton Pannekoek, *Partij, raden, revolutie*. Samengesteld en van aantekeningen voorzien door Jaap Klosterman, Amsterdam, 1972, pages 22-50.

Et donc ce ne furent pas des circonstances fortuites qui décidèrent de la victoire ou de la défaite, mais des rapports généraux de classe. Si nous examinons l'attitude de la classe ouvrière et de la bourgeoisie au cours de ce conflit, il apparaît immédiatement que le prolétariat, en tant que tout, n'était pas du tout encore arrivé à la hauteur de sa tâche historique, et que la bourgeoisie a exploité cette faiblesse avec habileté. Elle plia devant l'attaque, elle devint elle aussi socialiste, elle acclama son "papa Ebert" et les autres chefs sociaux-démocrates qui avaient été placés au gouvernement par les travailleurs, et elle céda sans combattre à ces derniers toutes les réformes démocratiques contre lesquelles elle s'était dressée avec opiniâtreté pendant des décennies : république, suffrage universel, journée de huit heures, reconnaissance des syndicats. Pour les fonctionnaires des organisations, le but final de leur combat antérieur était ainsi en réalité atteint. La classe ouvrière, dont la pensée avait toujours été guidée dans l'avant-guerre par ces réformes, crut alors la force principale de l'ennemi anéantie, elle se réjouit de la victoire, mais elle ne prit pas en considération le fait que ces positions n'avaient de valeur qu'en tant qu'objets de lutte, et qu'au moment même où l'ennemi les lui laissait sans lutter, elles perdaient toute valeur. Avec la république et la démocratie, il avait été seulement créé une nouvelle forme politique pour le capital. Que le prolétariat l'ait réalisée au travers d'un mouvement révolutionnaire, ce n'était pas mauvais en soi; ce qui est mauvais réside dans le fait qu'il croit qu'il a gagné ainsi quelque chose pour lui. Or le sens et l'utilité de la démocratie dans le capitalisme moderne consistent précisément à garder vivantes ces croyances et par conséquent à paralyser la capacité révolutionnaire d'action des travailleurs. En effet, après la conquête de la démocratie, vient son exploitation; cette exploitation consiste en ce qu'on laisse du temps aux parlementaires, aux fonctionnaires syndicaux, aux ministres, pour qu'ils préparent et mettent en œuvre leurs réformes et leurs mesures : en d'autres termes, que les masses laborieuses se retirent de la scène politique, se consacrent de nouveau à leur travail salarié quotidien, et deviennent inactives. C'est ainsi que la révolution se termine, car la révolution signifie l'action politique directe, quotidienne et intense, des masses ouvrières elles-mêmes.

Avec cela, c'est encore un nouvel exemple qui nous est donné des nombreux cas dans l'histoire où une classe dominante a su rendre inefficace une révolte de ses esclaves de travail, qui paraissait dans un premier temps irrésistible, grâce à une résistance tenace et à une tromperie astucieuse, du fait d'un clair sentiment de classe qui, lui, ne se laisse pas duper. La puissance de la bourgeoisie s'appuie essentiellement sur l'impuissance du prolétariat, sur son ignorance et son caractère craintif, ses illusions, son manque de conscience de classe, de clarté dans ses objectifs et d'unité. Toutefois, on ne sait pas avec certitude a priori de quelles actions unies et puissantes, de quel développement de la conscience de classe, les ouvriers peuvent être capables; c'est pourquoi, le gouvernement doit être laissé dans un premier temps aux sociaux-démocrates (au début, en pleine coopération avec l'aile radicale). Lorsqu'une tentative trop prématurée pour rétablir les anciens pouvoirs a fait réagir les travailleurs dans la région de la Ruhr et en Allemagne moyenne, Ebert n'a pu conjurer les masses social-démocrates de ne pas participer à ces actions qu'en annonçant à cor et à cri que les innovations démocratiques étaient du socialisme. Puis, quand l'élite révolutionnaire des ouvriers allemands a été anéantie dans ces combats, la bourgeoisie a pu commencer à instaurer peu à peu sa domination de plus en plus solidement. Dans la mesure où sa peur du prolétariat diminue, la forme extérieure de sa politique s'oriente plus vers la droite; d'abord, les ministres sociaux-démocrates sont mélangés avec des gens du centre et des démocrates, ensuite le chancelier du Reich social-démocrate disparaît, puis les libéraux en tant que représentants du grand capital entrent au gouvernement, puis les ministres sociaux-démocrates sont mis à la porte, mais ils restent cependant des soutiens du gouvernement "démocratique", et finalement ce sont les junkers qui entrent au gouvernement. Chaque étape de cette évolution est un symptôme de la solidité et de l'assurance croissantes de la bourgeoisie.

L'échec du prolétariat en Allemagne, où, du fait aussi bien du développement de la grande industrie que de la défaite militaire, les conditions d'une révolution étaient le plus espérées, fut décisif pour la révolution en Europe. Les républiques des conseils de Bavière et de Hongrie n'ont pas pu aider beaucoup; elles n'ont été précisément possibles dans ces pays agraires que parce que les contradictions de classes n'y étaient pas ressenties avec autant d'acuité, et qu'elles revêtaient un caractère fortement petits-bourgeois. La République soviétique russe a pu se maintenir, même si c'est aux dépens d'une ruine complète de son industrie, parce que les attaques militaires soutenues par l'Entente faisaient peser sur les paysans la menace que la terre qu'ils venaient d'obtenir leur soit reprise. Devant recourir à ses propres ressources, car ne faisant pas partie d'une Europe prolétarienne, il a fallu que la Russie devienne un pays de production marchande paysanne; la "Nouvelle politique économique" prépara la voie extraordinairement difficile qui mène au capitalisme avec tout d'abord une pénurie de capital. D'où le début d'une série de tentatives de rapprochement politique avec la bourgeoisie de l'Europe occidentale.

En Europe de l'Ouest, les répercussions de la révolution se limitèrent à quelques réformes sociales (journée de huit heures). Mais en Europe de l'Est, c'est une révolution économique importante qui a eu lieu du fait du fractionnement massif de la grande propriété foncière plus ou moins féodale en petites et moyennes exploitations agricoles. Cette révolution-là pouvait se produire d'autant plus radicalement que l'industrie et les contradictions modernes de classe étaient moins développées; c'est en Russie qu'elle s'est produite de la manière la plus radicale, mais dans les États nationaux qui lui sont limitrophes, beaucoup d'entre eux ayant été reconstitués ou agrandis (Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, etc.), on a lutté ou on lutte encore pour elle, alors qu'en Allemagne la propriété terrienne des junkers est restée intacte. D'où une position du capitalisme significativement renforcée; en Europe orientale, la masse de la population est maintenant composée de paysans qui produisent des marchandises, des fanatiques de leur petite propriété, qui forment une solide phalange contre le communisme. En Allemagne, le capitalisme a également gagné un terrain politique plus stable; il repose maintenant sur ses propres pieds grâce à la république et à la démocratie, et il constate qu'il n'a plus besoin des béquilles du gouvernement des princes et des junkers sans lequel il se croyait sans défense auparavant. Et le capitalisme se sent politiquement vigoureux, puissant et sûr, dans toute l'Europe; le spectre du socialisme qui pendant des décennies lui coupait le souffle s'est dissipé dans le brouillard.

En effet, la social-démocratie avait déjà dévoilé son caractère inoffensif dès le déclenchement de la guerre. Mais ensuite, lors de la fin de la guerre, menaçant comme autrefois le socialisme, le communisme surgit des remous. Les ouvriers les plus révolutionnaires, les plus enthousiastes, les plus combattifs, suivirent le bolchevisme victorieux en novembre 1918 dans tous les pays et ils cherchèrent partout à pousser le prolétariat à l'action contre le capitalisme vacillant. L'exemple russe leur avait montré de nouvelles méthodes de lutte puissantes; une nouvelle tactique à la place du parlementarisme et du mouvement syndical devint évidente. Il fut bientôt clair que le capitalisme était encore trop fortement enraciné dans le sol pour qu'il tombe d'un seul coup; ce n'est que par l'édification patiente d'un nouveau mouvement révolutionnaire que la période de la conquête du pouvoir par le prolétariat pouvait être entamée. Il y avait la nécessité d'un parti, d'un mouvement, qui propagerait auprès du prolétariat les nouveaux principes dans leur pure clarté, leur forte logique, leur opiniâtre ténacité, et qui bâtirait de la sorte une nouvelle force révolutionnaire de masse sous le vieux drapeau glorieux du communisme. Mais cela ne se passa pas ainsi. La Russie utilisa immédiatement l'aide morale des masses des travailleurs organisés d'Europe occidentale, lesquelles en étaient encore restées aux anciennes conceptions; les dirigeants du bolchevisme provoquèrent des scissions dans les partis communistes et ils leur imposèrent en tous lieux la tactique du parlementarisme et le rapprochement avec les syndicats. De ce fait,

au lieu d'être des organisateurs d'un nouveau mouvement ouvrier révolutionnaire, ces partis devinrent une réédition de la social-démocratie radicale; ils s'enfoncèrent ensuite de plus en plus dans le marais du réformisme et ils cherchèrent en vain à cacher leur manque de principes révolutionnaires par un bruyant radicalisme en paroles qui abusa encore en partie les travailleurs, mais pas du tout la bourgeoisie. Les partis communistes de la III^e Internationale ont jeté le discrédit sur le communisme. Et maintenant, quel mot d'ordre du prolétariat est encore clair, quel drapeau est encore propre?

Cela ne dépend pas du nom et du drapeau, mais de la cause. Les groupes qui ont fait scission et qui se sont unis au KAP [Parti Ouvrier Communiste] sont les seuls qui représentent encore la cause du communisme et de la révolution. On reconnaît précisément le déclin de la révolution au fait que ce petit groupe, à peine perceptible dans l'océan de la classe, est le seul qui soit resté. Mais il est également le seul dans lequel la science de Marx vit encore en tant que praxis. Et c'est à partir de lui que le nouveau départ aura lieu.

II. La crise finale du capitalisme

Dans les années 1919 et 1920, il pouvait sembler que le capitalisme touchait à sa fin. La production était complètement désorganisée, la conversion de l'économie forcée de guerre en économie de paix était entravée par l'extrême destruction des forces productives, laquelle est maintenant devenue rien moins qu'évidente. Les masses laborieuses s'étaient mises en mouvement et il paraissait presque impossible, étant donné la désorganisation croissante de la vie économique, de les retenir alors qu'elles tentaient de réorganiser cette dernière sur une base socialiste. La tactique communiste se fondait sur la thèse suivante : la crise en cours du capitalisme est sa crise finale. Tandis que les réformistes de la social-démocratie voulaient participer à la résolution de la crise qui accablait le prolétariat de manière effroyable, les travailleurs révolutionnaires étaient convaincus que l'on ne pouvait en aucun cas y arriver; il s'agissait donc de mener l'attaque jusqu'au bout.

Le capitalisme s'est défendu, et il a défait le prolétariat en Allemagne, en Hongrie, en Autriche, en Italie. Il a voulu continuer à vivre, et il a vécu. Pour la bourgeoisie, avec la victoire en Rhénanie et en Allemagne moyenne, ce fut la crise politique la plus difficile qu'elle eut à traverser. Mais la crise économique, elle, faisait encore rage de manière épouvantable; la production ne pouvait pas encore se remettre en marche. Lorsque la Russie laissa ensuite tomber le communisme avec sa nouvelle politique économique, on y laissa en même temps tomber la thèse de la crise finale; on y reprit confiance dans le capitalisme et on voulut aider et participer à son expansion. Avec le communisme, le KAP quant à lui s'en est tenu à cette thèse. Elle y est encore souvent considérée, également à l'heure actuelle, comme un fondement de la tactique révolutionnaire, et l'on observe que les tentatives de recommandation d'une tactique moins rigide reposent sur le doute à l'égard de cette thèse.

Ce qui est contenu dans la formule de la crise finale, c'est que nous sommes tombés dans une crise économique si profonde que le capitalisme ne peut plus s'en relever et que, par conséquent, il doit périr. Mais l'on doit cependant remarquer que rien n'est plus éloigné du marxisme que l'opinion selon laquelle le capitalisme devrait trouver sa fin parce qu'il serait tombé dans une crise économique inextricable. Marx et Engels n'ont pas cessé d'insister sur le fait que seule l'action consciente du prolétariat, lequel s'empare du pouvoir comme résultat de sa lutte de classe et introduit alors une nouvelle organisation de la production, peut mettre fin au capitalisme. La parodie bourgeoise selon laquelle le capitalisme devrait périr "de lui-même" à cause de ses contradictions, a souvent été déjà critiqué. Mais la conception selon laquelle l'économie capitaliste ne peut pas aller plus loin, qu'elle demeure au point mort, et

que le prolétariat se trouve par conséquent obligé, comme dans un cas de force majeure, de prendre l'affaire en main, est exactement aussi mécanique. La question du socialisme et de la révolution est une question relative aux hommes, une question relative aux têtes et aux cœurs, une question qui a trait à la volonté, à l'intention, à l'énergie de conquérir le pouvoir, et d'éliminer, par le renversement du système politique, juridique et idéologique, de la bourgeoisie, les obstacles qui se mettent en travers d'un nouveau développement économique. Ce qui se passe dans le monde économique doit d'abord se traduire dans la tête des hommes en tant que pensée et volonté, et ce n'est qu'ensuite que peut avoir lieu l'action qui mène à la révolution.

Si donc, dans les années révolutionnaires, l'on parle d'une crise, d'une crise finale du capitalisme, d'une crise dans laquelle il serait possible qu'il touche à sa fin, cela ne pourrait être valable que dans le sens politique, dans un sens autre que lorsque l'on parle de crises ou de conjonctures habituelles. Dans l'agitation, il se peut que l'on dise souvent aux travailleurs encore hésitants : « Voyez, le processus de production est stoppé, toutes vos possibilités de vie sont détruites si vous ne vous ressaisissez pas ». Ainsi, l'idée d'une crise économique finale, dans le sens d'une impossibilité pour le capitalisme de continuer à exister, pouvait s'établir et tenir bon encore plus fermement quand, malgré les défaites de la révolution, on n'avait pas renoncé à la lutte et à l'espérance. Mais cette idée ne pouvait être juste que si l'on ajoutait que le prolétariat devait finalement, au travers cette grave crise, se ressaisir en vue de l'action. Et c'est ce qui, par la suite, s'est révélé également lors du déclin de la révolution. En effet, la classe ouvrière, dans sa masse, *ne s'est pas* ressaisie, *n'a pas* pris le pouvoir, et, affaiblie par le réformisme, tranquilisée par ses organisations, elle a souffert patiemment et elle s'est déchargée de la pression de la crise sur les épaules les plus faibles. Du temps et du calme ont été laissés à la bourgeoisie pour qu'elle remette progressivement quelque peu en marche la production, qu'elle règle ses affaires internes et qu'elle organise plus solidement le système salarié. Étant donné que les rapports de domination demeuraient les mêmes qu'auparavant (tout d'abord dissimulés par la social-démocratie afin d'induire les travailleurs en erreur), un nouveau développement sur une base socialiste était par conséquent exclu, la "crise finale" pouvait par conséquent être surmontée en grand, comme précédemment chaque crise économique l'était en petit : c'est en grinçant et en gémissant que la vieille carriole s'est remise lentement en mouvement.

Dans les bouleversements sociaux, il y a toujours la concomitance d'effets politiques et économiques. L'élément économique, c'est le mécontentement profond, la situation désespérée des masses, et c'est cette misère qui les secoue et qui les pousse à s'insurger contre le pouvoir dominant. On connaît bien le rôle qu'ont joué les mauvaises récoltes et la disette dans les époques critiques de la Révolution française, dans les causes de la Révolution de 48 et dans l'histoire de la première Révolution russe; en outre, en 1848, il y avait une crise industrielle. L'élément politique consiste dans un affaiblissement ou un effondrement du pouvoir gouvernemental; si l'ordre politique dominant est à terre, il est alors beaucoup plus facile pour les masses de s'emparer du pouvoir, ou bien, s'il est seulement très affaibli, de le jeter à bas entièrement. Souvent, une cause externe est nécessaire : en 1871 pour la Commune de Paris, en 1905 pour la Russie, en 1918 pour l'Allemagne, ce fut l'effondrement militaire qui rendit le pouvoir d'État impuissant; en 1848, il y eut cependant l'assaut des masses elles-mêmes qui balaya un gouvernement apparemment solide. Les causes économiques ont un effet d'agitation permanent; mais avec une force très variable; les époques de prospérité, où la masse des travailleurs est satisfaite et ne pense qu'au travail, sont suivies par des périodes de crise où le mécontentement monte, où les convictions révolutionnaires s'accroissent et se traduisent en actions pratiques.

Si la bourgeoisie a cependant l'impression que la crise n'est qu'une situation temporaire, elle cherche alors de toutes ses forces à maintenir solidement son pouvoir gouvernemental, en

cédaient peut-être sur certaines réformes afin d'apaiser les masses. C'est dans de telles époques que le prolétariat peut se constituer une grande réserve de forces révolutionnaires; mais le fait de savoir s'il peut réussir à harceler assez énergiquement le pouvoir gouvernemental pour que ce dernier soit forcé à faire de grandes concessions ou davantage encore, cela dépendra de la gravité et de la durée de la crise. L'affaire sera considérablement plus facile si une crise politique survient du fait d'une cause externe – comme après la guerre mondiale. Mais si un renversement du gouvernement se produit plus facilement de la sorte, il est alors douteux que beaucoup de choses importantes soient ainsi obtenues. En effet, si la maturité, l'unité et la compréhension, la force spirituelle et morale, du prolétariat n'ont pas été suffisamment grandes pour conquérir le pouvoir social, il ne pourra réaliser qu'une partie de ses buts du fait de ces conditions plus faciles. La faveur accidentelle des circonstances ne peut jamais remplacer le manque de force intérieure, mais seulement aplanir le chemin. La révolution est avant tout la constitution de la puissance de classe, de l'unité de classe et de la conscience de classe.

Appliquons ces considérations générales à la situation actuelle. Nous avons eu une crise politique, l'ancien pouvoir était tombé. Mais le prolétariat allemand a utilisé le pouvoir, qui lui est échoué, pour établir la démocratie politique bourgeoise, et non sa propre domination de classe. Maintenant, cette crise politique est pour l'essentiel passée, bien que l'on ne puisse pas encore être sûr que la querelle à l'intérieur du camp du capital, à savoir si l'on est mieux gouverné avec la démocratie ou avec la réaction, ne soit pas finalement à même de provoquer une petite crise politique. Maintenant, tout cela n'est conditionné en premier lieu pour le prolétariat que par les crises économiques – car il ne faut pas trop compter sur une nouvelle guerre mondiale, chaque fois prophétisée; la bourgeoisie est devenue un peu plus prudente. Le monde capitaliste s'efforce de se relever de la grave crise d'après-guerre; mais nous y sommes encore entièrement, et le prolétariat est durement frappé par le chômage.

Quelles sont donc, dans ces conditions, les perspectives du développement révolutionnaire?

C'est ici qu'entre en scène à nouveau la question de la "crise finale", dans la forme désormais raisonnable de la question, à savoir si nous ne sommes devant une dépression économique qui est si persistante que la révolution résultera, selon une évolution ininterrompue, de la révolutionnarisation du prolétariat provoquée par cette dépression. En effet, la conception selon laquelle le capitalisme ne pourra probablement pas retrouver la prospérité et est entré dans une crise durable insurmontable, est très répandue parmi nous. Étant donné que cette question est très importante pour la tactique du KAP, elle mérite un examen plus détaillé.

III.

La conception selon laquelle le capitalisme est tombé dans une crise économique durable, finale, est sans aucun doute, pour autant qu'elle ne soit pas une affaire de sentiment mais une opinion fondée, à attribuer dans une certaine mesure à l'ouvrage de Rosa Luxemburg sur l'accumulation du capital, qui peut lui procurer une sorte de soubassement théorique^(*). Naturellement, Rosa Luxemburg n'a pas elle-même exprimé cette opinion, puisque son livre n'a paru que peu de temps avant la guerre; mais cette conclusion en a été tirée à l'heure actuelle. Il est donc de toute façon nécessaire d'aborder la question qui y a été traitée.

^(*) Rosa Luxemburg, *L'accumulation du capital. Une contribution à l'explication économique de l'impérialisme*. Berlin, 1913.

Dans la dernière partie du livre II du *Capital*, Marx a étudié le procès de reproduction du capital. Cette étude semble être une collection d'exemples de calcul qui ont uniquement une signification théorique, et c'est la raison pour laquelle elle est bien peu connue; mais son application actuelle démontre qu'une question théorique apparemment abstraite peut avoir une signification pratique pour la tactique de la lutte de classe. Marx y montre que le procès capitaliste se maintient en état de marche en réintégrant dans la nouvelle production tous les produits qu'il a fabriqués précédemment, en tant qu'éléments, c'est-à-dire en tant que vivres, matières premières ou moyens de production. Cela est également valable lorsque le niveau de la production augmente progressivement; c'est alors simplement une autre répartition de la production selon les branches et les types de marchandise qui doit avoir lieu, parce que, par exemple, on a besoin, relativement, de davantage de moyens de production. Si la structure de la production, pour ce qui concerne la répartition par branches, est correcte, alors l'offre et la demande coïncident toujours. Naturellement, cela ne se passe ainsi que dans l'abstraction théorique; en effet, étant donné que la production capitaliste est sans tête, l'offre et la demande ne sont jamais connues, et l'équilibre entre les deux ne s'établit que de la manière suivante : des marchandises restent invendues, et par conséquent la branche de production en question n'est pas élargie, ou elle est carrément réduite. Et puisque, dans le même temps, le développement continue, le capital grandit et est à la recherche d'une nouvelle structure, l'équilibre abstrait se déplace sans cesse et la production navigue toujours entre essai et création, entre succès et échec, en poursuivant à tâtons un but qui se modifie lui-même continuellement. Mais le fait que, dans la théorie, l'équilibre a en moyenne lieu, est important pour savoir que le procès de production capitaliste peut avoir à discrétion une ampleur plus ou moins importante, puisqu'il n'a rien à voir avec un besoin de consommation dicté par l'extérieur. Le capitalisme ne produit pas des vivres pour les besoins des hommes; il ne s'occupe pas du nombre d'êtres humains qui ont faim mais du nombre d'ouvriers se trouvant à son service qui peuvent convertir leur salaire en vivres. En temps de crise, tout le procès se ratatine; lorsque la conjoncture est bonne, il s'amplifie. Naturellement, le stock d'hommes disponible et la masse de matières premières constituent toujours sa limite; mais ceux-ci aussi grandissent constamment. En effet, il est entouré et entrecoupé par les vestiges d'autres modes de production plus primitifs (la petite entreprise et l'économie autarcique), avec lesquels il est en situation d'échange, qui sont pour lui des acheteurs de marchandises, des fournisseurs de matières premières et des réservoirs d'une nouvelle force de travail, et aux dépens desquels il s'étend constamment.

Dans son livre portant sur l'accumulation, Rosa Luxemburg a cru pouvoir signaler une erreur dans les calculs de Marx. Elle en déduit que, dans le procès de production capitaliste, l'offre et la demande ne peuvent pas coïncider, mais que, par suite de l'accumulation de capital, il existe toujours un excédent de produits, pour lequel la demande fait défaut, y compris dans le cas théorique abstrait. Il résulte donc nécessairement de cela une crise des ventes qui se résout à chaque fois violemment par l'ouverture de nouveaux territoires qui peuvent servir de marchés. C'est donc là la cause fondamentale de l'impérialisme; le capitalisme est contraint, par une nécessité interne, de conquérir sans arrêt des pays étrangers.

Cette théorie peut facilement se développer pour devenir la conception selon laquelle la crise des débouchés, qui est incluse dans la nature de l'expansion de la production, prend une telle profondeur et une telle ampleur qu'elle ne peut plus être résolue. Et donc, le capitalisme est tombé dans une impasse; il se trouve devant un mur infranchissable, il est exclu qu'il puisse se relever et l'on peut tranquillement parler d'une crise finale. Nous avons déjà fait remarquer que Rosa Luxemburg n'a jamais donné elle-même à sa conception cette forme selon laquelle le capitalisme entrerait un jour dans une crise insoluble. Elle n'a livré sa théorie que comme une explication économique de l'impérialisme, comme une explication de la raison pour laquelle, à chaque crise, un élargissement violent de la sphère d'influence

impérialiste est nécessaire. Et bien peu de personnes soutiendront qu'il n'y a plus maintenant de nouveaux marchés et débouchés à ouvrir. Mais en outre, cette théorie n'est pas juste. Comme cela a été démontré dans le "Bremer Bürgerzeitung" immédiatement après la parution de son livre, Rosa Luxemburg s'est trompée quand elle a cru que Marx avait fait une erreur dans ses explications^(*). Sans entrer ici dans les détails de la théorie (qui a été traitée dans un des premiers cahiers du "Proletarier"^(**)), il est peut-être suffisant d'indiquer que le fait de l'accumulation du capital, de la formation continue de nouvelles masses de capitaux qui cherchent à s'investir tout d'abord là où elles sont appâtées par le profit maximal, fournit une explication entièrement satisfaisante au pourquoi et au comment le capitalisme étend constamment son domaine aux dépens des modes de production plus primitifs, sans violence normalement, mais par la force si c'est nécessaire.

Celui donc qui bâtit sa tactique sur la croyance que le capitalisme serait entré dans une crise durable, dont il lui serait impossible de se relever, entretient une illusion dangereuse. Une telle illusion conduit à établir sa tactique sur le court terme au lieu d'un lointain avenir, et la déception ne mène ensuite que trop facilement au découragement. C'est pourquoi il faut souligner que nous n'avons pas une seule raison fondamentale qui puisse appuyer cette croyance et que ce que nous avons tout au plus, c'est notre souhait, et aussi l'expérience que, jusqu'à présent, le capitalisme n'a pas été capable de surmonter sa crise d'après-guerre. Mais le fondement de la théorie du capital de Marx reste juste, à savoir que, pour le capitalisme, il n'existe pas du tout d'impossibilité à se relever et à parvenir à un élargissement beaucoup plus grand de la production, et donc à retrouver une conjoncture vigoureuse. La difficulté réside dans la question de savoir comment relancer la machine – comme toujours, après une crise, la difficulté réside dans cette question-là. En effet, chacun doit d'abord vendre pour pouvoir acheter, chacun attend les autres et le crédit ne se risque pas à la spéculation. Si l'impulsion est donnée, peu importe d'où elle provient, de sorte que la production redémarre dans une branche, alors ses commandes stimulent les autres industries, et elles grandissent toutes ensemble. Naturellement, des obstacles artificiels peuvent alors ralentir à nouveau un mouvement qui débute, comme par exemple à l'heure actuelle la nouvelle organisation politique de l'Europe, qui, à plus d'un égard, est défavorable à un redémarrage de l'économie. Est-ce que la production évoluera ou non vers une nouvelle prospérité, de même que comment et quand, cela dépend de si nombreux facteurs inconnus que toute prédiction est incertaine; la seule chose qui est certaine, c'est que l'affirmation selon laquelle une nouvelle prospérité serait impossible n'a pas le moindre fondement.

On peut mentionner particulièrement quelques facteurs qui ont ici une certaine influence. En premier lieu, la production mondiale d'or. Les deux périodes de haute conjoncture dans l'histoire du siècle dernier, l'époque qui va de 1850 à 1870, et celle qui va de 1895 à 1914, ont toutes les deux eu pour prélude la découverte de nouvelles contrées aurifères (Californie, Transvaal) et elles ont été stimulées par une augmentation constante de la production d'or. En effet, l'or est le seul parmi tous les produits du travail à posséder la propriété de pouvoir acheter sans avoir à vendre auparavant, et donc de pouvoir lui-même faire démarrer et fonctionner le cycle. Si une nouvelle augmentation de la production mondiale d'or se présente, il faudra sûrement s'attendre à une nouvelle période de prospérité capitaliste. Sur la question de savoir si les gisements actuels sont épuisés ou bien s'ils sont capables encore d'une grande augmentation de la production, les experts ne sont pas d'accord.

(*) Anton Pannekoek, Rosa Luxemburg : *L'accumulation du capital*, dans le "Bremer Bürgerzeitung" du 29-30 janvier 1913. Voir également Anton Pannekoek, *Un peu de théorie sur la cause de la crise*, dans "Die Neue Zeit", hebdomadaire de la social-démocratie allemande, du 22-28 février 1913.

(**) Anonyme : *L'accumulation du capital. Une contribution à l'explication économique de l'impérialisme*, dans le "Proletarier", Journal pour le communisme, publié par la KAI [Internationale Ouvrière Communiste] (Berlin), cahier non numéroté de 1923.

Si cette augmentation ne se produit pas, il faudrait alors s'attendre à une crise qui traînerait comme dans les années qui vont de 1875 à 1893.

Un autre facteur est l'arrivée de l'Asie orientale comme un élément autonome de la production capitaliste. On ne considère souvent la Révolution chinoise dans la presse capitaliste la plus apeurée d'Europe, et, avec elle, dans la presse ouvrière également, que du point de vue de la perte des débouchés qui existaient auparavant pour les produits européens. Il est certain que la concurrence d'un capitalisme jeune, aspirant à s'élever, fait dans un premier temps du tort au vieux capitalisme. Mais le fait d'inclure ces masses de centaines de millions de personnes dans le cercle des besoins capitalistes crée finalement une extension si importante de la demande que cela rétroagit à son tour de manière stimulante sur le capitalisme blanc. L'essor industriel de l'Allemagne au XIX^e siècle n'a pas eu simplement, du fait de la concurrence, un effet néfaste sur l'industrie anglaise, mais au contraire il a tiré cette dernière vers le haut et il lui a créé de nouvelles relations. Il faut naturellement s'attendre à ce que ce soit grandement avantageux pour l'Amérique et pour l'Europe.

Le capitalisme n'en est pas encore à l'agonie. Celui qui le croit, et par conséquent admet que l'on n'a besoin que de tenir bon encore quelque temps pour qu'ensuite la victoire arrive, voit cette affaire de manière trop simpliste. Le plus difficile, et en réalité presque tout, est encore devant nous; nous ne sommes qu'au pied de la montagne. Il est encore malaisé de voir comment sera l'évolution économique future. Si on va vers une nouvelle prospérité, il s'ensuivra sûrement des crises d'autant plus graves. Et avec les crises, la révolution reviendra. L'ancienne révolution a fait son temps : la préparation de la nouvelle est devant nous.

IV. Les tâches du parti

L'ancienne révolution a fait son temps. Depuis son point culminant, la bourgeoisie a repris le pouvoir politique solidement en mains, le capitalisme cherche également à s'élancer économiquement plus haut sans être entravé, et le nombre de ceux qui tiennent encore levé le drapeau révolutionnaire du marxisme a diminué si fortement en Allemagne qu'ils ne forment qu'un groupe relativement étriqué. Si l'on veut faire une comparaison historique, alors l'année qui se présente à l'esprit, c'est 1850, après la révolution de 48, quand la contre-révolution avait partout repris la maîtrise des choses et qu'il ne restait rien des groupes révolutionnaires. Avec cependant la différence que la révolution avait été, à cette époque-là, brisée par la prospérité qui redémarrait, alors qu'elle l'a été à notre époque par la faiblesse, l'immaturation du prolétariat vis-à-vis de ses grandes tâches. Mais pour le côté mental du mouvement ouvrier, le résultat est le même : il n'est resté qu'un petit parti de véritables communistes, qui possède une importance numérique et une influence faibles. Il s'agit pour lui maintenant de tirer la conséquence de cette évolution pour son mode d'action, pour sa tactique.

L'importance du passé réside dans le fait qu'il nous faut tirer les leçons de celui-ci, car leur utilisation façonnera le futur. Ces leçons se présentent avant tout comme l'antithèse des conceptions traditionnelles du mouvement ouvrier. Et cette antithèse est importante, non seulement pour combattre les partisans de cette tradition, qui appartiennent à la social-démocratie (et à la III^e Internationale), mais aussi parce qu'il existe encore chez beaucoup, qui appartiennent pourtant à la révolution avec leur tête, une grande dose de levain social-démocrate, du fait d'une tradition sentimentale.

Le trait distinctif entre la social-démocratie et le communisme ne réside pas dans le but du mouvement; tous les deux se posent comme but la conquête du pouvoir sur la société par l'intermédiaire de la classe ouvrière. Il ne réside pas non plus dans le fait que les communistes veulent atteindre ce but par une révolution, et la social-démocratie par une évolution, par une

transformation lente et progressive en État du futur; car la social-démocratie prévoit elle aussi la possibilité que, après de nombreux succès de la part du prolétariat et beaucoup de transformations, la réaction prépare un coup et qu'il ne restera alors plus que la violence opposée à la violence, une classe opposée à une autre classe. Il ne réside pas non plus dans le fait que le communisme croie que la conquête du pouvoir se fera par une action unique, et non pas par ces lentes transformations; le communisme ne le croit pas. Nous savons que le changement de pouvoir social est un processus fait de hauts et de bas, de victoires et de défaites, différent selon les différents pays et continents, une immense période historique dont nous apercevons les signes annonciateurs dans les événements de la dernière décennie.

La différence fondamentale entre ces deux tendances se situe dans la conception qu'elles ont des moyens, des organes du prolétariat, avec lesquels cette prise du pouvoir se produira.

Pour la social-démocratie, l'organe de la réalisation de la révolution a toujours été le parti (avec les syndicats). Cela ne signifiait pas encore que le moyen des élections et du bulletin de vote y suffisait; pour la partie radicale du parti, la pression combinée des moyens parlementaires et extraparlimentaires, comme la grève et la manifestation, était nécessaire pour mettre en valeur la puissance des masses prolétariennes. Mais, en fin de compte, c'était cependant le parti qui conduisait le combat, qui appelait les masses à manifester dans la rue ou qui les y détachait. Et lorsque la coquille opprimante du pouvoir de l'État avait explosé, c'était de nouveau le parti, en tant que représentant du prolétariat victorieux, qui devait prendre ce pouvoir entre ses mains, en liaison avec les syndicats, qui, en tant qu'organes mettant en œuvre la production, avaient la direction économique la plus importante. C'est pourquoi, selon cette conception, le parti social-démocrate était quelque chose de tout à fait différent de n'importe quel autre parti politique. Il était le parti de la classe ouvrière; avec le parti, le prolétariat se crée son organisation politique, laquelle, lorsque le moment est venu, élimine l'organisation de la bourgeoisie et prend sa place avec tout son appareil. C'est la raison pour laquelle il fallait essayer d'attirer toujours davantage la totalité des éléments de la classe dans la sphère d'influence du parti, que ce soit comme membres, comme syndicalistes, ou comme électeurs. La carte de membre du parti devait attester de quel côté de la barricade on se situait. Une idée fondamentale similaire, défigurée jusqu'au grotesque, à savoir que la dictature d'un petit parti devait incarner la "dictature du prolétariat", a été propagée par Moscou. L'évolution de la social-démocratie avant, pendant et après la guerre, a montré l'impossibilité de ces conceptions. Un parti qui grandit de cette manière-là et qui développe l'appareil de fonctionnaires correspondant acquiert un caractère conservateur; sa bureaucratie va nécessairement craindre une révolution et elle a intérêt à la conservation du système existant et à son amélioration. Cette bureaucratie est contente si elle peut, sans révolution, se mettre à la place de la bureaucratie capitaliste ou gouverner en coopération avec elle, comme cela lui est si bien arrivé, du moins temporairement, en Allemagne. Pas plus que le peuple dans l'État démocratique, la masse des membres ne peut s'affirmer dans un tel parti démocratique face à la bureaucratie bien organisée qui dispose de tous les moyens. Il en est encore bien moins question sous la dictature de parti moscovite. Par rapport à ces expériences négatives, c'est-à-dire à ce qui ne marche pas, les révolutions en Europe orientale, ainsi que certains mouvements de masse dans d'autres pays, nous ont montré ce qui marche et comment ça doit marcher, de quelle manière de grands bouleversements se produisent, et l'histoire des révolutions antérieures confirme cela. Cela a toujours été la force immense de la masse populaire, quand elle s'est hissée, dans des périodes déterminées, à la tension et à l'unité maximales, qui a renversé l'ancien pouvoir et a ouvert la voie à une nouvelle évolution. Cette force n'apparaît pas subitement comme un météore; il faut qu'il y ait auparavant un profond mécontentement qui a fait depuis longtemps son trou, une agitation intense qui donne aux masses une claire compréhension de la situation et des objectifs, une série d'expériences qui instruit ceux qui doutent et qui hésitent; cela a été souvent préparé par des tentatives et des

escarmouches qui ont échoué; en effet que ce n'est qu'au travers de toutes ces vicissitudes que la totalité de la force des masses pouvait se développer. Dans les révolutions antérieures, c'étaient la plupart du temps des petits bourgeois et des artisans, organisés en fonction de leur profession ou de leur lieu de résidence, qui entraient en scène. Dans les révolutions prolétariennes modernes, ce sont les grandes entreprises qui font pencher la balance; les masses laborieuses se présentent et elles prennent leurs décisions, en fonction de l'usine ou l'entreprise, de manière organisée. Ce sont les assemblées d'entreprise, lesquelles comprennent tous les ouvriers d'une entreprise (ou des unités encore plus grandes comme les branches d'industrie), qui décident des arrêts de travail, des grèves, des manifestations, qui s'entendent dans des assemblées de délégués avec les autres entreprises et qui envoient leurs masses dans la rue, masses qui constituent le noyau solide autour duquel la classe tout entière se cristallise.

Ce sont ces expériences qui ont déterminé les conceptions fondamentales des communistes sur la révolution. Ce n'est pas le parti qui fait la révolution, mais la *classe* en tant que totalité. Le parti occupe ainsi une position tout à fait différente de celle qu'il a dans la conception social-démocrate. Il ne peut pas absorber la classe en lui-même et se mettre à sa place, mais il peut être uniquement son avant-garde consciente et se charger de la direction intellectuelle. Les communistes sont parmi les camarades travailleurs ceux qui voient le plus loin, ceux qui sont le mieux informés, ceux qui ont le sens du sacrifice le plus fort; c'est pourquoi ils sont à même de montrer le chemin à tout instant, de proposer les meilleures mesures, de démasquer les mensonges, d'exposer clairement la situation, de dissiper la peur des hésitants, de contrecarrer des projets futiles. Le parti joue aussi ce rôle par rapport aux assemblées centrales de délégués qui doivent prendre des mesures générales, du fait qu'il indique les propositions justes et établit le programme d'action. Et d'abord, lors du début développement du mouvement, comme ensuite, quand la tension grandit fiévreusement, c'est le parti qui lance parmi les masses les mots d'ordre qui sont absolument nécessaires, c'est lui qui montre la voie des actions, qui accroît la clarté sur la situation et qui retient les masses d'emprunter de fausses pistes. Toutes les actions exigent pour démarrer, puis pour continuer, un combat intellectuel des masses afin d'acquérir de la clarté, une lutte qui est menée comme un pugilat entre les tendances et les partis, et cette lutte, le parti communiste doit la mener pour les travailleurs et devant les travailleurs. Et donc, le parti est, à chaque étape de la préparation et de la lutte, un organe important, pour ainsi dire l'âme de la révolution.

Avec cette affirmation du rôle du parti dans la révolution, c'est une fraction importante de la mystique du parti qui disparaît. Alors que dans la vieille conception social-démocrate, c'est la quantité de membres qui était la chose principale, étant donné que davantage d'adhérents signifiait un plus grand nombre de partisans, et donc une plus grande puissance, dans la conception communiste, ce qui compte le plus c'est la qualité. Une campagne de recrutement, avec l'argument d'évidence suivant : « Tu es un travailleur, et donc ta place est dans le parti des travailleurs », telle que les sociaux-démocrates en menèrent une avant la guerre, et telle que les gens de Moscou en mènent encore aujourd'hui, serait pour nous impensable. Le parti est simplement l'organisation des communistes ayant des opinions similaires qui accroissent leur force par une discussion collective sur le programme, les principes, la mise en œuvre commune de l'agitation et de l'action. Le parti n'est qu'un moyen, il est beaucoup moins un but que dans l'ancienne conception; le but consiste seulement à fournir aux masses les principes justes dans une période révolutionnaire. La qualité, la justesse de ses principes, ses lignes directrices, c'est ça qui est essentiel pour le parti.

Ces points méritent attention étant donné que, à la suite de la décomposition du KPD, il existe maintenant dans le KAP des tendances qui se rapprochent de la soi-disant à la gauche

"résolue" afin de remédier à leur propre faiblesse numérique^(*). Maintenant que la lutte pratique, courageuse, constante et infatigable, des camarades du KAP produit ses premiers fruits et que des assemblées de travailleurs plus nombreuses prêtent attention à leurs explications, des voix se font entendre pour exhorter à une tactique "flexible" afin d'accroître leur capacité de recrutement. Quiconque a pris part au mouvement ouvrier antérieur et à sa littérature, déchiffre là immédiatement entre les lignes le même langage qui plaidait autrefois pour l'atténuation des principes et pour leur adaptation aux personnes de l'extérieur dans le but de les gagner. Le cri : « En finir avec l'impuissance! », était aussi à l'époque le début de l'opportunisme. Pour la vieille conception du parti, il fallait en effet sacrifier quelque chose aux principes, car la puissance du parti était le but, ou bien le moyen qui menait au but. Mais cela n'est plus valable aujourd'hui. Cela qui importe, ce n'est pas la force de recrutement du parti, mais seulement la force de recrutement de ses principes. Et si les travailleurs ne veulent encore rien en savoir, c'est-à-dire tant que le monde sera encore tel que d'autres issues leur sembleront possibles, alors il ne sert à rien que le parti cherche malgré tout à les gagner, car cela signifie que le parti s'éloigne de ses principes afin d'aller vers eux. Et il ne sert non plus à rien qu'on leur rende les principes si aisément assimilables que beaucoup y croient; ceux qui ont de la valeur pour le futur, ce ne sont pas des adhérents qui croient en nos principes, mais des communistes qui les comprennent et qui les ont profondément assimilés.

Naturellement, un parti peut d'autant mieux accomplir sa tâche qui est de répandre des principes communistes clairs qu'il dispose partout de groupes d'agitateurs enthousiastes, que sa presse est diffusée largement. C'est pourquoi il doit recruter et grandir, continuer à mener inlassablement la lutte pour l'éducation communiste. Il ne doit pas cependant grandir aux dépens des principes. Il ne faut pas non plus croire qu'une bonne propagande communiste est gaspillée quand elle n'est écoutée, comme aujourd'hui, que par un petit nombre de gens. Tout ce qui est enseigné à l'heure actuelle dans la propagande, dans la presse, a pour but il est vrai de former un cercle important, alors qu'il est encore restreint, de camarades qui seront ensuite à leur tour dans leurs cercles des défenseurs de ces principes, des guides pour demain. C'est pourquoi l'œuvre la plus précieuse et la plus significative de la presse du KAP pour le développement révolutionnaire ne se trouve pas dans les appels enflammés qui s'adressent aux travailleurs encore peu instruits, mais dans l'information objective, le commentaire critique de la situation économique et politique et la discussion des questions tactiques qui en résultent pour l'action.

Et maintenant, à côté de la question de la signification de ce que nous appelons les "principes", il y a également, en ce qui concerne la lutte pratique, cette autre question qui est à l'origine de multiples malentendus : quel est le rapport, dans la praxis du parti, entre le fait de bien connaître les principes et les actions pratiques.

V. La signification des principes

L'objection la plus importante que l'on adresse à la tactique qui se fonde sur les principes théoriques du marxisme est qu'elle n'est pas pratique et qu'elle ne mène pas à des succès. Pour ceux qui étudient la théorie, ceux qui se retirent dans leur cabinet de travail, il est possible qu'il soit extrêmement satisfaisant que l'on agisse selon les principes; mais les masses, qui, elles, n'étudient pas la théorie, n'y comprennent rien, elles ne comprennent que les succès pratiques; et si on veut les gagner, on doit alors se conformer à leurs buts et leurs souhaits de

^(*) Pannekoek fait ici allusion au groupe de la "Gauche résolue" fondé en janvier 1926, tout d'abord en tant que fraction interne du KPD, autour de Karl Korsch et d'Ernst Schwarz, et qui publiait depuis février 1926 le périodique "Kommunistische Politik".

réformes pratiques. Le principe doit être le sel de la pratique, mais, avec trop de sel, le plat est immangeable.

Avec la confrontation de ces points de vue qui existent dans le mouvement ouvrier, on ferme cependant les yeux sur l'essentiel. La différence entre la tactique fondée sur les principes et la tactique opportuniste ne consiste pas dans le fait que l'une ait peur, à cause de la théorie et pour garder la conscience pure, d'entrer en contact avec un monde qui est mauvais, tandis que l'autre se place en plein dans la vie réelle. Celui que l'on traite de dogmatique oriente toujours sa tactique uniquement sur la praxis, c'est-à-dire sur la praxis de la révolution. La différence entre les tendances réside dans la confrontation de la praxis de l'instant et de la praxis du futur. Nous ne reprochons pas aux opportunistes d'être des personnes pratiques, mais d'être des personnes pratiques bornées, qui ne voient que la praxis de l'instant et qui dilapident l'avenir, le gain durable, pour le gain momentané, temporaire.

Comme tout communiste instruit le sait, les époques de révolution sont les grands moments historiques dans lesquelles la société est renouvelée. C'est seulement lorsque tombe le pouvoir de domination de la classe précédente, qui barrait la voie à une évolution ultérieure par la forte pression qu'elle exerçait, que le contenu positif de la révolution apparaît. C'est alors que tout doit être réorganisé, c'est alors que toutes les possibilités entre lesquelles il faut choisir sont ouvertes; c'est alors que, comme les feuilles des branches nues au printemps, jaillissent des têtes des hommes, qui ne s'en savaient pas capables auparavant, les nouvelles idées, les nouveaux points de vue; c'est alors que s'accroissent l'énergie, le dynamisme, la faculté d'invention, avec la grandeur des tâches à accomplir. En fait, les efforts qui sont nécessaires auparavant pour parvenir à la victoire réveillent cette énergie dormante et transforment les travailleurs en hommes complètement nouveaux. La victoire n'a été justement possible, la révolution n'a eu lieu que parce que cette énergie dormante chez les masses est arrivée à percer. Ces mêmes travailleurs qui, par temps ordinaires, ne pensent qu'à leurs intérêts personnels immédiats, qui ne voient que leur environnement limité et ne sont pas informés de la grandeur de leurs intérêts de classe, se convertissent alors en pionniers enthousiastes de buts grandioses.

Le radicalisme et l'opportunisme veulent tous deux conquérir les masses laborieuses. Le radicalisme veut les conquérir telles qu'elles sont dans la révolution, et l'opportunisme telles qu'elles sont dans la vie quotidienne; c'est là que réside la différence. L'opportunisme s'adapte à leurs sentiments bourgeois, contre-révolutionnaires, hésitants, et, en retour, il les renforce et les favorise. Le radicalisme veut être l'expression de leur nature révolutionnaire, courageuse, combative et désintéressée, et il cherche à les faire se développer.

C'est pourquoi il arrive que, dans les périodes de prospérité, quand les travailleurs ne pensent qu'à des réformes, qu'aux possibilités qui sont alors à leur disposition d'améliorer leur situation dans le capitalisme, l'opportunisme conquière les masses. Un grand parti, qui possède un grand nombre de membres, ressentira le contrecoup de cette situation, la masse de ses adhérents sera soumise à l'influence spirituelle des rapports favorables et elle poussera le parti sur la voie de l'opportunisme. Dans le cas où le parti aurait, dans une période précédente de crise, secoué les travailleurs contre le système tout entier par une lutte puissante et où il aurait montré le chemin du combat fondé sur les principes, il serait alors contraint, si la conjoncture se modifie sur une longue période, de changer de tactique, mais en gardant naturellement les anciens noms et mots d'ordre afin d'honorer la tradition. C'est ce qu'il est advenu à la social-démocratie allemande, et aux autres partis sociaux-démocrates. Leur belle jeunesse héroïque, avec une agitation fondée sur les principes, se situe à l'époque de la dépression entre 1880 et 1890, quand eurent lieu dans beaucoup de pays des combats en faveur du droit de vote, des manifestations de chômeurs et des luttes industrielles de masse; la longue prospérité à partir de 1895 a fait d'eux ce qu'ils sont aujourd'hui. Un petit parti peut mieux se défendre contre ces influences; il peut, à la croisée des chemins, choisir si, en de

telles époques, il veut renoncer à la faveur des masses, tenir bon sur les principes et, pour ce faire, rester petit, ou bien s'il veut gagner en influence, recruter des membres et par conséquent se laisser corrompre. Nous ne parlons ici que de l'influence spirituelle de la situation économique générale sur les travailleurs. Il se peut naturellement aussi qu'il se présente des circonstances politiques qui placent un parti devant ce choix, comme la III^e Internationale qui s'est précipitée tête la première dans le marais de l'opportunisme simplement par besoin de conquérir rapidement de l'influence politique.

Aux époques de prospérité, un parti révolutionnaire ne peut être que petit; seuls peuvent en faire partie des socialistes et des communistes qui gardent leurs yeux fixés uniquement sur l'avenir, convaincus qu'ils sont que les moments décisifs viendront ultérieurement. Mais quand ensuite une époque révolutionnaire commence, le tableau change. Les partis opportunistes, avec leurs slogans hésitants – qui se dissimulent en vain derrière des formules creuses –, avec leurs compromis avec la classe dominante qui a les reins cassés, perdent alors de plus en plus de partisans. Les masses sont composées d'hommes qui sont devenus différents; ce ne sont plus des petits-bourgeois conservateurs qui sont inquiets lorsqu'on parle de révolution, mais ils veulent la révolution eux-mêmes. Ils exigent des mots d'ordre clairs, des lignes directrices tranchantes, des objectifs radicaux, et ils se tournent de plus en plus vers le parti qui peut leur fournir ces lignes directrices du fait de son attitude fondée sur les principes. Et donc il peut arriver que des anciens partis, usés, soient poussés sur le côté l'un après l'autre, et qu'un petit groupe, dont la réputation était d'être formé de rêveurs à l'esprit peu pratique et de dogmatiques rigides, se mette à croître très vite et prenne la direction des masses dans la révolution. C'est ce qu'il advint des bolcheviks dans la Révolution russe; sans le dogmatisme rigide, intolérant, de Lénine et des ses amis, grâce auquel ils ont éradiqué dans leur parti toute tendance à l'opportunisme dans les années antérieures, la Révolution russe de 1917 n'aurait pas pu prendre ce cours clair, radical, victorieux, qui a fait d'elle le guide de la révolution prolétarienne. Que, par la suite, du fait de l'absence de révolution européenne, la structure petite-bourgeoise de la Russie l'ait contrainte à changer de direction pour suivre une politique bourgeoise, c'est une tragédie qui ne change rien à l'exemple lumineux de sa première année.

Dans ce divorce entre tactique fondée sur des principes et tactique opportuniste, nous avons opposé entre elles de manière tranchante les époques révolutionnaires et contre-révolutionnaires. En réalité, il existe toutes sortes de situations intermédiaires qui produisent, elles aussi, des difficultés de tactique. Le capitalisme connaît dans son histoire une variété d'époques de prospérité, qui sont pourtant pour le prolétariat des époques de misère, et des crises, qui ne sont pas du tout des crises finales, et qui, malgré leur caractère insupportable, sont cependant supportées. Dans chaque époque de crise, les masses sont réceptives au plus haut degré à une explication radicale, car dans chaque crise, les luttes de masse éclatent, en relation avec le chômage, et elles offrent à la tactique fondée sur les principes l'occasion d'opérer; c'est dans ce sens que chaque crise contribue quelque peu au déclin du capitalisme. Mais cette tactique n'a cependant pas tout à fait l'oreille des masses; les chômeurs veulent des aides et des réformes momentanées afin de redevenir ultérieurement des esclaves salariés; les travailleurs comptent encore sur le caractère durable du capitalisme, et, bien qu'ils se rebellent, ils n'ont pas encore l'abnégation nécessaire pour parvenir au but, pas encore le sentiment de leur force, pas encore la brutalité, qui sont les conditions nécessaires pour faire la révolution. C'est pourquoi des slogans réformistes trouvent souvent ici tout autant d'audience que le fait terrible et clair de reconnaître que le capitalisme est sans espoir et qu'il n'y a qu'une seule issue pour en sortir. Des crises simples, avec seulement quelques actions de chômeurs, jusqu'aux ébranlements sérieux, qui peuvent mener à des mouvements révolutionnaires, toutes les formes intermédiaires sont possibles sans que l'on sache à l'avance quelle sera l'extension de la crise, jusqu'à quel niveau la révolte et l'énergie des masses pourra

monter. C'est ainsi que l'on ne peut jamais prédire avec certitude si la situation est favorable ou inappropriée à la propagande du communisme; la réceptivité des esprits est déterminée par tant de facteurs économiques, traditionnels, idéologiques et autres que l'on ne peut pas évaluer, que seul le succès peut montrer après coup lequel a été l'élément décisif. C'est la raison pour laquelle le parti ne peut faire rien d'autre que de continuer à travailler inlassablement à exercer une influence sur les esprits par une agitation qui met les principes en lumière et à intervenir de la sorte selon les circonstances. Mais si une situation révolutionnaire surgit de façon inattendue et si le parti est si petit qu'il ne peut pas du tout atteindre les masses? Ne devons-nous donc pas tout tenter pour sortir de cette insignifiance? Si la voix du communisme est si faible parmi les masses, cela démontre que la situation n'est pas du tout révolutionnaire au sens communiste, mais seulement au sens des réformes bourgeoises. Si elle est plus que cela, cela doit se traduire par une rapide croissance du parti communiste et de son influence. Peut-être ne peut-on donc rien bâtir de plus qu'une base solide pour le prochain décollage, puisque chaque époque de ce type ne peut être qu'une étape dans tout le processus de la révolution; cela signifie alors dans tous les cas un pas en avant important. Si l'on entre dans la lutte lors d'une telle époque avec un parti nombreux, mais qui n'est pas solide, alors le danger est grand que la pensée communiste, compromise, s'effondre à nouveau.

La tactique fondée sur les principes se pose comme objectif d'apporter, dans l'intérêt de la révolution prolétarienne, l'éducation communiste aux masses, et par ce moyen et ce but de construire le parti qui est la force motrice de cette éducation; mais elle ne se demande pas ensuite si elle gagne de la sorte plus ou moins de partisans. Si elle en gagne, tant mieux, car cela montre que les têtes deviennent réceptives. Mais si, pour en gagner, elle doit s'adapter, alors ce gain n'est qu'une apparence et en tout cas pas un gain pour la révolution. Le plus difficile et le plus dangereux, c'est quand les moyens pour conquérir des adhérents en plus grand nombre sont prônés comme étant une émanation des principes. Un sens critique tranquille est alors nécessaire aux membres du parti pour considérer, distinguer clairement et voir nettement ce qui est réellement, sans se faire embobiner par ce que l'on désire nous faire voir.

VI. Actions pratiques et luttes salariales

Le parti communiste se pose comme but l'éducation du prolétariat, la claire compréhension de l'évolution de la société et des tâches de la classe ouvrière. Ce but ne peut pas être atteint par un enseignement théorique et des cours de formation, mais seulement par la pratique de la vie, la pratique de la lutte. L'instruction théorique peut enseigner à l'avance et après coup des concepts qui mettent de l'ordre dans les connaissances; mais l'on n'acquiert ces connaissances elles-mêmes, en tant que possession solide, qu'à la dure école de l'expérience, qu'au travers de cruels événements vécus qui marquent au fer rouge dans l'âme cette acquisition, dans le feu de luttes enthousiastes dont la flamme fond l'assurance d'or, que le prolétariat est capable d'avoir, à partir du sombre bronze quotidien. C'est dans la pratique des luttes que deviennent tangibles les facteurs dont parle la théorie, que l'on voit les forces grandir, la solidarité, la clarté, mais que l'on voit aussi dans les échecs la puissance de l'adversaire, ses ressources spirituelles, les faiblesses de sa propre classe. C'est seulement dans la pratique de ses combats contre le capital, ce que Marx a parfaitement explicité, que le prolétariat sera capable de vaincre le capitalisme en se constituant en classe révolutionnaire.

Cela ne signifie pas que le parti doive se mêler de toutes les querelles politiques qui agitent en surface la vie parlementaire, sous prétexte que, dans un État qui est composé en

majorité de prolétaires, toute question politique est importante pour le prolétariat. Il s'agit là de luttes au sein de la bourgeoisie pour des postes de ministre, pour des réformes qui n'ont pour objet que de déterminer la meilleure manière de consolider la domination du capital, d'opprimer le prolétariat, et cela sous l'apparence du bien commun et du droit. Toutes ces luttes-là présupposent l'inactivité du prolétariat; elles ne se donnent de l'importance que parce que le prolétariat se soumet de manière passive au capitalisme; et un parti qui cherche à entraîner la classe ouvrière dans cette querelle, qui est pour elle sans importance, joue le jeu de la classe dominante en détournant les pensées des travailleurs de leurs tâches essentielles. Un parti communiste ne peut pas faire autrement que de rester à l'écart et que d'éclairer ce tour de passe-passe en l'expliquant de manière critique. En particulier s'il est encore petit. S'il est plus grand, il peut, dans des cas importants, quand il s'agit de masses laborieuses importantes, essayer d'appeler les travailleurs à des mouvements de masse sans vouloir atteindre en cela plus que ce qu'il est possible d'atteindre : c'est-à-dire de transformer, par l'augmentation des connaissances de ces masses, l'action en un chaînon de l'ensemble du développement révolutionnaire. Si, d'autre part, des actions de masse sont mises en mouvement, l'on doit alors les utiliser pour la formation révolutionnaire des travailleurs au moyen d'une critique la plus vive. La pratique mise en œuvre jusqu'à présent par le KAP montre plusieurs bons exemples d'une telle tactique. Pour juger si l'on aurait pu faire davantage, on doit tenir compte du fait que, dans une période de dépression du mouvement révolutionnaire, l'apparition des actions de masse ne dépend pas de nous, mais de l'état d'esprit des masses, lequel découle de facteurs psychologiques généraux, difficiles à appréhender avec précision, qui sont de nature sociale universelle. Si ces actions font défaut, il faut alors se contenter du modeste travail patient de propagande; et si l'on veut malgré tout, pour se manifester de manière pratique, participer à toutes sortes de pratiques du moment, cela conduit nécessairement à ce que l'on glisse dans la pratique du réformisme.

Les mêmes considérations générales valent également pour la lutte contre les patrons, pour les luttes salariales, et cela concerne au premier chef l'Allgemeine Arbeiter-Union [Union Ouvrière Générale]. L'AAU est fondamentalement, de même que le KAP, une organisation qui est faite pour la révolution. En d'autres temps, on n'aurait pas pensé à fonder une telle organisation dans une période de déclin de la révolution. Mais elle est un vestige des années de révolution; les ouvriers qui l'ont fondée autrefois et ont lutté sous son drapeau ne veulent pas que l'expérience de ces luttes soit perdue et ils prennent soin d'elle comme le précieux embryon d'un développement futur. Et c'est pourquoi une époque telle que l'époque actuelle entraîne pour l'AAU un degré de contradictions et de difficultés plus grand encore que pour le KAP.

L'AAU est née de l'opposition avec les syndicats quand ceux-ci poursuivaient, dans les années révolutionnaires, leur tactique de trêve et qu'ils protégeaient le capitalisme de la révolution. Les ouvriers qui se révoltaient contre cette tactique formèrent une nouvelle organisation qui apparut comme une force motrice dans les actions. Si les débuts de 1918 avaient engendré une véritable révolution prolétarienne, les masses auraient quitté les syndicats et l'Union Ouvrière Générale serait alors devenue leur organisation de masse. À l'heure actuelle, le nombre de ses adhérents est descendu à un niveau insignifiant. Mais quand une période d'actions plus fortes du prolétariat s'ouvrira encore une fois, elle pourra à nouveau avoir un rôle de direction et un nombre de membres grandissant. Mais elle accorde une importance essentielle non pas au nombre d'adhérents mais aux principes qu'elle propage, non pas à son organisation mais à l'organisation de la lutte ouvrière qu'elle représente. Elle ne peut pas être une union concurrente des syndicats, étant donné qu'elle n'augmente pas d'une seule unité le nombre des petites associations "libres" de type syndical. Pas plus que le KAP n'augmente d'une unité le nombre des partis politiques. Elle n'est pas, par exemple comme ces syndicats, un groupe qui apparaît en tant que tel dans une lutte contre le patron, mais elle

représente une méthode selon laquelle la classe ouvrière tout entière doit entrer en scène contre les patrons. Ce ne peut donc pas être son objectif de débaucher leurs membres à d'autres syndicats afin que, à côté des unions chrétiennes, libérales, évangéliques, social-démocrates, une union communiste de gauche apparaisse en tant que signe supplémentaire de l'éparpillement des ouvriers dans le domaine de la politique parlementaire. Elle se dit que, dans une période révolutionnaire, toutes ces organisations rejoindront malgré tout son orientation, avec une véritable unité de l'ensemble de l'entreprise; et la propagande claire en faveur de cette idée ne peut être entravée que si elle se présente comme une concurrente des autres syndicats, au lieu de défendre une tactique clairvoyante qui les dépasse tous. Il faut également éliminer à ce propos une incompréhension qui peut prêter à confusion. Il a été dit parfois que l'AAU, en tant que championne d'un meilleur principe d'organisation, celui de l'organisation d'entreprise, s'oppose aux syndicats professionnels. L'idée, pour les syndicats, de l'organisation par entreprises au lieu de l'organisation par professions date déjà de l'époque antérieure à la guerre. Elle était alors recommandée comme moyen pour rendre les syndicats plus combatifs : une comparaison entre les unions professionnelles anglaises avec leur esprit corporatiste et les IWW américains (Ouvriers Industriels du Monde) montrait combien on gagnait en force de lutte grâce à l'organisation par entreprises. Mais si l'AAU devait se fixer ce but, elle se transformerait alors seulement en un syndicat approprié à ce but, et, inévitablement, elle glisserait sur la voie des accords avec les entrepreneurs et de la formation d'une bureaucratie de fonctionnaires, et donc sur la voie de la tactique réformiste. Lorsque l'AAU établit le principe de l'organisation d'entreprise, elle ne pense pas avec lui à une méthode syndicale plus appropriée, non plus qu'à sa propre organisation, mais à la seule organisation possible des travailleurs dans la révolution. Elle pense, avec ce principe, et dès lors elle le propage, que les ouvriers de chaque entreprise se présentent comme une unité solide contre laquelle toute appartenance syndicale devrait s'effacer. Elle représente, par-delà le sectarisme politique bourgeois à cause duquel tout travailleur croit, la plupart du temps pour des raisons traditionnelles, qu'il doit faire partie d'un des nombreux partis parlementaires (et des unions professionnelles correspondantes), l'unité et l'homogénéité de l'ensemble de la classe ouvrière dans les périodes de lutte décisives les plus intenses et les plus importantes.

Ce caractère de l'AAU détermine également la question très controversée de savoir comment elle doit prendre part aux luttes salariales. Il existe une grande similitude avec le comportement du KAP dans les luttes politiques. Si les luttes salariales sont conduites par les syndicats, tout à fait selon les principes réformistes, à savoir comme un marchandage et une plaidoirie devant le tribunal, l'AAU doit leur appliquer sa critique la plus acerbe. Si les ouvriers entrent en lutte contre les patrons à l'encontre de la volonté des syndicats, l'AAU doit alors les soutenir avec les meilleurs conseils, avec des informations, en les aidant avec ses moyens d'agitation; mais, encore une fois, pas du point de vue du concurrent qui, aux aguets, cherche à capturer pour lui les membres des syndicats. Et donc non plus comme une nouvelle organisation particulière qui se met à la tête du mouvement, mais comme un nouveau principe qui est représenté par les membres parmi ceux qui y participent. Il ne peut pas être de toute façon question à l'heure actuelle d'une prise de contrôle de la direction de la lutte par l'AAU, étant donné qu'elle est beaucoup trop insignifiante quant au nombre d'adhérents. Mais son principe exige précisément le contraire : les travailleurs devront lutter, penser, prendre des décisions par eux-mêmes, et non pas simplement confier la direction à une autre organisation que le syndicat. Mais c'est quand l'Union deviendra plus importante et plus influente que les véritables difficultés de la tactique surviendront. Si les syndicats, par souci de leur caisse, arrêtent complètement la lutte à la suite d'une interdiction du tribunal par exemple, l'AAU ne doit-elle pas dans ce cas se présenter pour les remplacer en tant qu'organisation de lutte? La réponse ne peut guère être autre que positive; en effet, si l'on ne se trouve pas dans une période révolutionnaire, les masses ouvrières doivent avoir un organe grâce auquel elles

peuvent lutter contre les patrons pour leur salaire et leurs conditions de travail. Le cas est analogue avec la lutte politique; quand la social-démocratie tout entière, de droite comme de gauche, fut devenue réformiste, il naquit avant tout dans les pays où il n'y avait pas eu beaucoup de révolution, le besoin d'un parti d'opposition radical; et cet espace que la social-démocratie avait laissé ouvert, a été rempli temporairement par le parti communiste. L'on sait à quel titre : il fut, du point de vue réformiste, encore plus dépourvu de principes, si ce n'est pire, que la social-démocratie. Cela ne fut pas uniquement la conséquence de la politique russe; cela résultait de la situation. Le parlementarisme radical était possible dans la jeunesse du mouvement ouvrier, et par conséquent juste et sincère; aujourd'hui, il est impossible et se transforme en phrase creuse. Et il en ira de même dans la lutte salariale; si de nouvelles organisations naissent à l'intérieur ou à l'extérieur des syndicats, ou encore contre eux, pour pouvoir mener la lutte de manière rude, correcte, avec les moyens syndicaux, la contradiction interne de ces adjectifs les altérera alors de la même façon et elle les fera glisser sur le chemin des syndicats. Si donc de telles organisations naissent, certes comme résultat de la critique et de l'action de l'AAU, l'AAU doit alors se garder elle-même de s'y dissoudre; elle a une vocation plus élevée que d'être un bouche-trou des syndicats.

Il est malgré tout possible que la praxis résolve d'elle-même la difficulté en obligeant les travailleurs à employer d'autres formes de lutte. Quand les syndicats allemands sont complètement dévoués au capital, que ce soit au travers de la tarification des salaires ou bien de leur manière de penser, quand les tribunaux interviennent pour contrecarrer les luttes syndicales, quand donc une américanisation fait son apparition, comme déjà aussi dans la rationalisation technique, il se pourrait bien alors que des formes américaines entrent en scène également dans le combat ouvrier. Nous ne pensons pas par-là aux Pinkerton (cela dépend des patrons), mais aux IWW : une organisation constamment ardente au combat, dont le nombre de membres fluctue dans les deux sens, se gonflant de manière gigantesque dans de grandes grèves spontanées, et se ratatinant dans les périodes calmes, qui ne négocie jamais elle-même avec les patrons, et qui se réjouit souvent auprès des masses vaincues, lors de défaites, du fait qu'elles aient bien lutté, qu'elles aient vécu un grand réveil, en laissant ainsi derrière elle un sentiment de victoire. Une telle évolution serait pensable sans qu'il soit possible de la prévoir avec précision. L'AAU ne peut pas plus la rechercher délibérément que l'empêcher; si elle se laisse uniquement conduire lors de toutes ses décisions sur la tactique par les principes suivants : ne pas grandir elle-même, mais faire mûrir le prolétariat en vue de la révolution, ne jamais laisser les intérêts de l'avenir s'effacer devant les intérêts de l'instant, alors elle suivra la voie juste. L'on dit parfois que l'AAU a pour mission de pousser tout conflit de travail jusqu'à la révolution; la signification correcte de cela – car il est évident que l'on ne peut pas faire la révolution à partir de tout conflit – est la suivante : tout conflit, du fait de l'augmentation des connaissances et de l'énergie au combat, devient un élément dans le développement qui mène à la révolution.

Alors que l'on insiste pour plus d'action dans le KAP et l'AAU, l'on ne doit pas baisser les yeux de manière dédaigneuse sur ce à quoi l'on est parvenu jusqu'à présent. C'est déjà une grande chose que, dans ces années de déclin, de confusion et de mensonge, le principe clair de la lutte de classe au sens marxiste se soit consolidé dans un petit groupe uni. Car, sans cela, un nouvel essor ne serait pas possible. Un principe clair et solide et un enthousiasme ardent pour la lutte sont les deux piliers sur lesquels le nouveau développement révolutionnaire doit être bâti.